Commission nationale de l'informatique et des libertés (cnil): rapport d'activité 2010

Amélie Robitaille

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10836>

DOI : 10.4000/revdh.10836

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Amélie Robitaille, « Commission nationale de l'informatique et des libertés (cnil): rapport d'activité 2010 », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 23 novembre 2011, consulté le 04 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10836> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.10836>

Ce document a été généré automatiquement le 4 février 2021.

Tous droits réservés

Commission nationale de l'informatique et des libertés (cnil): rapport d'activité 2010

Amélie Robitaille

- 1 La Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) a rendu public le 16 novembre son **rapport d'activité pour l'année 2010**. Ce rapport, le 31^{ème}, a été présenté par Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la CNIL depuis septembre dernier. Son avant-propos a en revanche été rédigé par Alex Türk. L'ancien président de la CNIL présente ainsi ce rapport d'une soixantaine pages : « *il s'agi[ssait] comme à chaque fois de résumer, en quelques lignes, les milliers d'heures consacrées par les commissaires, et l'ensemble de l'équipe de la CNIL, à la protection des données de leurs concitoyens* » (p. 7) avant de conclure sur ces mots : « *je suis convaincu que notre Commission sera à la hauteur des attentes de nos concitoyens qui souhaitent pleinement profiter des avantages que procurent les technologies numériques dans le domaine de la connaissance, du dialogue entre les personnes et de l'accès à la démocratie, et en même temps être assurés que l'exercice de leurs libertés individuelles et de la protection de leur vie privée sont garantis* » (p. 8).
- 2 Le rapport indique les « **chiffres de l'année 2010** » (p. 13) avant de dresser le bilan des différentes missions de la CNIL (« Protéger », p. 14 ; « Informer », p. 16 ; « Conseiller et proposer », p. 18 ; « Contrôler », p. 20 ; « Sanctionner », p. 22 ; « Anticiper », p. 24 et « Simplifier et réglementer », p. 25). Nous retiendrons ici, reprenant les termes employés par Yann Padova, secrétaire général de la CNIL, « **l'amélioration du service rendu à l'utilisateur** » (p. 9) : en effet, au 1^{er} décembre 2010, « *les récépissés délivrés aux organismes qui déclarent leurs fichiers à la CNIL le sont en 5 jours (...). Ils l'étaient en 13 mois en 2006* » (p. 9). Par ailleurs, « *les autorisations préalables délivrées par la CNIL aux entreprises qui souhaitent transférer des données hors de l'Union européenne, parce qu'elles externalisent certaines activités, le sont en 25 jours depuis le 1^{er} trimestre 2011. Elles l'étaient en 180 jours en 2009* » (p. 9).
- 3 Sont ensuite présentés plus dans le détail les « **temps forts** » de l'année 2010, à savoir la « *sensibilis[ation] [d]es jeunes et [d]es professionnels de l'éducation aux bonnes pratiques sur*

Internet afin de favoriser une instruction “civico-numérique” » (p. 31) ; « la révision du cadre juridique européen » en matière de vie privée (p. 36) ; « les nouveaux pouvoirs de contrôle de la vidéoprotection » (p. 40) et la « priorité stratégique » que représentent la « prospective et l'innovation » (p. 43).

- 4 Le rapport comporte en outre plusieurs annexes parmi lesquelles une présentation des membres, des services et des moyens de la CNIL (pp. 49 à 52), la **liste des organismes contrôlés en 2010** (p. 54) et la **liste des sanctions prononcées en 2010** (p. 58).

*

- 5 **CNIL, 31^{ème} rapport d'activité 2010** – Communiqué de presse